

2019  
ANALYSE N°13

# PAS DE TRANSITION SANS CO-CONSTRUCTION ET MISE EN COMMUN DE SAVOIRS PLURIELS : LE CAS DANS L'AGRICULTURE

---

**Sarah Beaulieu**

*Chargée de projet à la FUCID*



À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

**FUCID ASBL**

Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur  
Tél : +32 (0)81 72 50 88  
Fax : +32 (0)81 72 50 90  
fucid@unamur.be · www.fucid.be



Avec le soutien de la  
**FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

# PAS DE TRANSITION SANS CO-CONSTRUCTION ET MISE EN COMMUN DE SAVOIRS PLURIELS : LE CAS DANS L'AGRICULTURE

---

**Sarah Beaulieu**

*Chargée de projet à la FUCID*

Dans la foulée de ses réflexions et actions autour de « la transition juste », la FUCID, en partenariat avec l'Institut Transitions de l'UNamur, propose au départ des propositions d'un groupe de base de travail, des espaces d'échange d'expériences, de parole et de réflexion aux citoyens-nes. Ces espaces sont notamment proposés sous la forme « d'ateliers-débats » et de « cafés philo », en soirée, afin de permettre plus facilement à tout-e un-e chacun-e d'y participer.

L'ambiance se veut conviviale, calfeutrée. Dans une des salles du « Quai 22 », espace culturel de l'UNamur, des tapis au sol, des personnes assises sur de petits fauteuils de toute sorte sont rassemblées autour des tables.

La question qui nous préoccupe ce soir de novembre : « *Quels modèles de transition pour notre agriculture ?* ».

Comment croiser les regards, les expériences ? Permettre l'expression des utopies, des idées novatrices, des peurs ? Comment, différents groupes de personnes conçoivent-elles, ensemble, des modèles d'agriculture durable, respectueuse de l'humain et de l'environnement ? Comment donc explorer la dimension collective de la parole en tissant ensemble les fils de réflexion qui nous soient réellement communs et effectivement co-construits ?

## QUELQUES INCONTOURNABLES...

Pour que cette parole ne soit pas le lieu de débats stériles ou de l'expression de rapports de force voire de domination, il nous apparaît essentiel de pouvoir considérer l'autre comme un interlocuteur valable qu'importe son niveau d'études, sa position sociale, sa connaissance a priori du sujet traité, ...

Aussi, la conflictualité peut s'avérer utile pour problématiser mais afin d'être moteur de la pensée, cette conflictualité doit se porter sur les idées et non sur les personnes. Il ne s'agit donc pas d'utiliser la parole comme une joute, une sorte d'arène où « tout est permis » où, dans une logique de domination ou de compétition personnelle, la prédation (intimidation, séduction, déstabilisation, ridiculisation...) primerait sur l'intelligence collective.

L'enjeu n'est pas non plus à chercher au niveau de l'obligation d'un résultat à la fin de la discussion mais plutôt sur le processus qui permet de donner vie à cette forme d'intelligence collective.

## Aiguiller la parole ...

Nous l'aurons compris, le rôle de l'animateur·trice est primordial, le contexte également. Astrid, jeune chercheuse et assistante à la faculté de philosophie de l'UNamur, modère et anime la soirée. Astrid est active depuis l'année passée dans le groupe de travail et de réflexion « atelier/débat » et s'est spontanément proposée pour animer les échanges. C'est donc en qualité de citoyenne qu'elle s'engage dans des activités qui font sens pour elle, dont l'animation de ces « ateliers-débats » fait partie.

Avant de commencer, quelques règles simples sont données :

- On se tutoie.
- Tout le monde est invité·e à intervenir de manière courte pour veiller au temps de parole de chacun·e.
- Chacun·e veille à faire avancer la discussion en y apportant des idées nouvelles et veille à faire des liens avec ce que les autres ont dit précédemment.
- La parole est distribuée par la modératrice, en priorité aux personnes qui ne se sont jamais ou peu exprimées afin d'équilibrer la discussion.
- Personne n'est obligé·e de prendre la parole.
- Aucun prérequis technique, théorique ou philosophique n'est nécessaire.

Le principe, à mi-chemin entre « l'atelier/débat » et le « café philo », c'est que chacun·e est co-responsable du fonctionnement de la discussion. Vaste programme pour une soirée mais qu'à cela ne tienne !

## RETRONS DANS LE VIF DU SUJET...

Au départ d'un groupe de travail initié par la FUCID et ses bénévoles, l'objectif de ces « ateliers/débats » est de pouvoir proposer ces échanges à tou·te·s les citoyen·ne·s namurois·e·s. Plus les profils des participant·e·s sont variés, plus les échanges sont riches, diversifiés et proposent des pistes d'actions et de réflexions originales.

Ce soir, une vingtaine de participant·e·s sont présent·e·s : des « jeunes FUCID », étudiants en géographie, médecine vétérinaire et développement durable ; des professeur·e·s en sociologie, en économie, chercheuse en philosophie, des travailleur·euse·s de différents secteurs dont des agriculteur·rice·s, des chercheur·euse·s d'emploi mais également des personnes à la retraite.

En guise de bases pour la réflexion, deux femmes ont accepté d'être présentes et de raconter leur expérience en matière de modèles de transition agricole. Elles ont chacune un temps de parole de 15 minutes. Ensuite, pendant une heure trente, les participant·e·s auront l'occasion de poser les jalons d'une réflexion collective.

La parole des intervenantes est donc bien sûr située puisqu'elles parlent de modèles et de moyens d'action « en transition » à partir de ce qui existe déjà. Les modèles de transition et l'approche présentée font partie de la multitude d'alternatives agricoles en marche.

Ce qui ressort d'emblée, quand on demande à l'une et l'autre le moteur initial de leur projet est : pour l'une, une utopie, celle d'oser se poser la question de « Ce serait quoi la ferme idéale ? » ; pour l'autre, un sentiment d'injustice « Pour moi les fermiers sont les plus grands des héros mais sont ceux qui sont les moins respectés de nos jours ».

## DEUX FEMMES ENGAGÉES...

Toutes deux ancrées dans le Condroz namurois, Clotilde et Loes nous livrent quelques éléments de réflexion à partir de leurs expériences professionnelles.

Les deux jeunes femmes ont la particularité de lier vie professionnelle et privée autour d'un même projet, de valeurs communes : des modèles de transition pour une autre agriculture.

Clotilde et son mari sont propriétaires d'une ferme agroécologique avec les mêmes objectifs de rentabilité qu'une exploitation classique respectant le cahier des charges du bio mais en y incluant des pratiques différentes.

Ils ont en effet décidé de se lancer dans l'agriculture en transition dont les ingrédients principaux sont une certaine forme de résilience liée à l'autonomie de la ferme (biodiversité, ...), mais également liée au fait de retrouver la fonction alimentaire d'une ferme (maraichage, horticulture). Clotilde s'inscrit également dans une démarche de recherche-action participative puisque ce projet-pilote est l'objet de sa thèse.

« On acquiert des connaissances par l'expérience. On devient un praticien-réflexif. C'est le fait de pouvoir combiner une action professionnelle et un temps de réflexion sur ce que l'on fait ».

Cependant, un des freins à cette transition est notamment de pouvoir trouver des personnes qui ont la connaissance de l'agriculture de conservation. Le transfert de connaissance est donc primordial et doit sortir des fermes. D'où la nécessité de « chercheurs-agriculteurs » car ce sont les agriculteurs, le terrain, qui possèdent les connaissances.

« Dans ce contexte, la recherche a de réels impacts, produit des connaissances qui sont ancrées dans la réalité et des besoins réels, par la confrontation avec des personnes qui vivent cette réalité. Ça donne du sens et ça a un impact ».

Loes Mertens, quant à elle travaille chez BioWallonie, subventionnée par la Région Wallonne et s'inscrivant dans le plan stratégique du gouvernement pour le développement du bio en Wallonie. BioWallonie fait donc le lien entre les soutiens de la Région Wallonne et les

agriculteur·trice·s. Elle s'adresse aux indépendant·e·s, associations ou entreprises qui souhaitent entamer ou développer leur activité en agriculture biologique.

BioWallonie propose par exemple un encadrement des producteur·trice·s en agriculture biologique ; une aide au développement des filières bio (producteurs-transformateurs-points de vente-collectivités) ; l'accompagnement et le suivi de coopératives, de nouveaux circuits courts, ou toute pratique de mutualisation pouvant aider le développement local du secteur ; de la sensibilisation des professionnels et de la mise à disposition d'informations sur le bio ; des formations et un enseignement à destination des secteurs agricoles, agro-alimentaires des métiers de bouche et de l'HoReCa ; un accompagnement des collectivités<sup>1</sup>.

Loes vit, elle aussi à la ferme. Celle de Froidefontaine dans le Condroz namurois. Sur ses 45 hectares mis à disposition face aux enjeux et réalités du territoire, on trouve des producteurs, des transformateurs mais aussi des artisans, des porteurs de projets innovants, des formations, un accompagnement dans une optique de changement sociétal<sup>2</sup>.

## UN CONSTAT PARTAGÉ PAR TOU·TE·S LES PARTICIPANT·E·S : L'URGENCE DE LA SITUATION

La salle est unanime : nous assistons de nos jours à une remise en question du modèle agricole industriel inscrit dans le modèle néolibéral. En effet, basé sur la surproductivité, ce modèle se retrouve dans une impasse écologique (pollution des sols, destruction de la biodiversité...), économique et sociale (de moins en moins d'agriculteurs, un exode rural) sans précédents.

Les exemples fusent :

Ainsi en 30 ans, la Belgique a perdu 63 % de ses fermes, principalement les fermes de petite taille (moins de 50 hectares)<sup>3</sup>. Les petits agriculteurs semblent être les premières victimes du système alimentaire actuel, si l'on en croit le taux de décroissance des exploitations agricoles belges ainsi que le taux d'endettement. Une profession qui, dans le modèle actuel, peine aussi à trouver une relève de main d'œuvre. Selon le rapport de la Région Wallonne sur l'agriculture<sup>4</sup>, 79% de nos exploitants wallons ont de 45 à plus de 65 ans et en 2016, seulement 21% des plus de 65 ans déclaraient avoir un successeur.

Le secteur de la santé relève également les conséquences néfastes d'un usage intensif de pesticides ou de produits toxiques. A force d'être exposé aux produits chimiques utilisés dans l'agriculture industrielle, le mari d'une des participantes, agriculteur dans les années 70 – 90 est décédé d'un cancer.

1. Nos missions », Namur, BioWallonie, <https://www.biowallonie.com/qui-sommes-nous/>, consulté le 19/11/2019.

2. « Une ferme pleine de vie », Froidefontaine, Ferme de Froidefontaine, <http://www.froidefontaine.be/la-ferme>, consulté le 19/11/2019.

3. « Enjeux », Liège, mouvement Terre-en-vue, <https://terre-en-vue.be/presentation/article/constats>, mis à jour le 2/09/2019, consulté le 19/11/2019.

4. Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Etude du milieu naturel et agricole, Direction de l'analyse économique agricole, *L'agriculture wallonne en chiffres*, 2019, Wallonie Agriculture SPW, Bilan et perspectives.

En parallèle, un agriculteur se donne la mort tous les deux jours en France selon la MSA (Mutualité Sociale Agricole). Il s'agit de la catégorie socio-professionnelle la plus touchée par le suicide<sup>5</sup>.

L'impact écologique n'est quant à lui pas non plus en reste. Avec une estimation de 14% des émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture joue un rôle important dans les problématiques globales telles que le réchauffement climatique<sup>6</sup>.

Pourtant, il existe plusieurs alternatives (déjà en place ou encore à inventer) en Belgique et ailleurs, au Nord comme au Sud, qui se veulent plus respectueuses de l'humain, de l'environnement et qui tendent vers des systèmes alimentaires plus durables.

## UN VERS UN CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS ET DES MENTALITÉS ...

Mais le processus de transition, de reconversion du modèle agricole dominant est lent, prendra du temps, nécessite un aller-retour constant entre pratique de terrain, réflexion et mise en réseau.

Pour y parvenir, il faut un nécessaire changement des mentalités. Par exemple, que les agriculteurs demandent le prix juste. Or, aujourd'hui, c'est souvent l'acheteur qui donne son prix et c'est l'agriculteur qui s'aligne.

Au niveau des consommateurs, on voit apparaître le concept de « consom'acteur » : on choisit de dépenser pour un système qui sous-tend certaines valeurs. Plusieurs participant·e·s venu·e·s en qualité de « consom'acteurs » témoignent et citent notamment l'exemple en terrain namurois de la coopérative « Paysans-Artisans », qui a pour projet de promouvoir et de faciliter l'accès aux produits des paysans-artisans de neuf communes en Province de Namur.

« On vote aussi avec notre fourchette ! C'est un levier d'action, de résistance et de contre-pouvoir ».

L'argument financier évoqué par certain·e·s ne semble pas constituer un frein :

« Je suis étudiante et j'ai un petit budget mais les prix ne sont pas forcément plus chers qu'ailleurs. Je réfléchis encore plus à ce que j'achète, je me fais des menus par semaine et je tiens mon budget. J'ai connu la coopérative car une amie y est bénévole. J'y suis allée un jour et j'ai trouvé l'idée géniale ».

Si on envisage donc la ferme plutôt sous l'angle du consommateur que de l'agriculteur, quelle serait la « ferme idéale » ? Pour quel impact ? En effet, une des considérations de base est qu'il est nécessaire de reconstituer le système alimentaire. Système très fortement impacté par les consommateurs eux-mêmes qui orientent, par leurs comportements, tout le reste de la chaîne.

6. PACHAURI R.K, ALLEN M.R., BARROS V.R., et al., Climate change 2014 : synthesis report. Contribution of Working Groups I, II and III to the fifth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. IPCC, p.151.

Pas de transition agricole possible sans transition du système alimentaire. On ne peut pas demander aux agriculteurs de s'inscrire dans des modèles de transition tout en restant dans le même système économique. D'où l'importance de réfléchir avec tous les maillons des filières, du producteur au consommateur.

## VERS UNE RECONNEXION DE TOU·TE·S LES ACTEUR·RICE·S DE LA CHAÎNE

Dans une transition, il n'existe pas de « recette toute faite », pas d'itinéraire technique à suivre car beaucoup de choses sont spécifiques à un contexte. Beaucoup d'experts sont présents mais ne dialoguent pas forcément entre eux et ont parfois des discours contradictoires. Ce qui jette souvent le flou chez les producteurs qui se demandent dès lors comment ils vont s'en sortir.

Aussi, une approche et une organisation territoriale entre les petites structures qui doivent travailler ensemble semblent constituer un élément clé de leur survie. La taille moyenne en Belgique des « grandes fermes » aujourd'hui s'élève à environ 60 ha<sup>7</sup> et est en augmentation constante. Un facteur d'explication est notamment les difficultés financières auxquelles font face les plus petites fermes qui sont rachetées par des grandes structures. Pour survivre, ces petites structures sont amenées à travailler ensemble et à développer des stratégies coopératives afin de sortir du modèle mortifère de la compétition.

Cela ne va cependant pas de soi et un autre frein identifié est par exemple le manque d'infrastructures de stockage. Encore une fois, les petites structures y gagnent à s'allier et à mettre en place une véritable organisation territoriale des filières.

Un début de réponse politique serait par exemple l'élaboration d'un cahier des charges plus ambitieux que celui du bio, qui inclurait notamment l'approche locale et territoriale. Le bio aujourd'hui pour d'aucun·e·s est avant tout un outil qui permet de valoriser leurs produits dans des meilleurs prix. Quand le consommateur d'aujourd'hui décide qu'il veut acheter des produits labellisés bio, cela a donc de l'importance dans les filières mais le bio ne constitue pas une fin en soi.

Ce qu'ils revendiquent, ce sont des projets concrets, territoriaux, pour un produit fini (faible impact bio-carbone, local...) en facilitant le travail du producteur, avec un prix juste.

« Les petits producteurs gagneraient à s'allier et à travailler avec des artisans qui vont transformer les matières premières ».

Un des objectifs principaux est donc de reconnecter tous les acteurs de la chaîne.

Mais puisque le bio ne s'inscrit donc pas nécessairement dans une démarche locale ou écologique, d'autres personnes vont plus loin, se rassemblent, travaillent ce local, ce collectif

7. Wallonie Agriculture SPW, *Op.Cit.*



et tous les maillons de la chaîne. Des exemples sont les coopératives : stocker et vendre ensemble pour une meilleure valorisation.

## AU-DELÀ DES INITIATIVES INDIVIDUELLES, LES NÉCESSAIRES CONDITIONS D'ENCADREMENT POLITIQUE, DE FINANCEMENT ET DE MISE EN PLACE DES RÉGLEMENTATIONS.

Pour la représentante de BioWallonie, ce travail serait, en partie, fait par le gouvernement wallon notamment via les filières bio.

« L'agriculture bio continue sa progression en Wallonie : 117 nouvelles fermes se sont converties au bio en 2018. A présent, 14% des fermes wallonnes et 11% des surfaces agricoles wallonnes sont bio ! La consommation bio a également progressé de façon significative. En 2018, les dépenses pour les produits bio ont augmenté de +18% en Belgique et de +40% en Wallonie »<sup>8</sup>.

Quant au nouveau gouvernement wallon, il souhaite atteindre les 30% de fermes bio pour 2025. Mais est-il pour autant prêt à investir de l'argent dans de nouvelles filières, dans des infrastructures de stockage par exemple ? Quels sont donc les moyens concrets mis en place ? Un des participants nous fait part de son expérience en la matière quand le gouvernement a, par exemple, diffusé un appel à projet en vue d'obtenir des subsides pour la constitution de « Halls Relais » (infrastructure de stockage)<sup>9</sup>.

« Sur le papier génial ! Mais dans les faits, c'est hyper compliqué ! Ce n'est pas accessible aux producteurs. On nous demande d'entrer dans une bureaucratie terrible, de faire des business plan, de chercher beaucoup de devis, en gros, de tout penser alors que nous n'en avons pas forcément le temps ni les compétences ».

Des fonds sont donc débloqués mais parfois selon des perspectives qui ne collent pas toujours à la réalité vécue par les agriculteurs. Mais cette transition peut-elle tenir tête aux objectifs de rentabilité visés par les exploitations agricoles ? Force est de constater qu'il existe encore trop peu de facilitants financiers, de ressources humaines octroyés aux initiatives de transition.

## L'ACCÈS À LA TERRE : DAVID CONTRE GOLIATH ?

« J'ai un diplôme en informatique mais ce que je voudrais vraiment faire, c'est être fermier. Concrètement, comment dois-je m'y prendre ? Quelles sont les aides quand on n'a pas de terres ? ».

Un des soucis majeurs pratiques liés aux nouvelles formes de modèles agricoles est l'accès à la terre pour les petites structures et donc la spéculation foncière. En Wallonie, environ 70% des terres sont sous contrat de location (les baux à ferme). Concernant les ventes de biens

8. BEAUDELLOT Ariane, MAILLEUX Mélanie, *Les chiffres du bio 2018*, Namur: BioWallonie, 2019, Rapport de mai 2019, 40 p.

9. *Halls Relais agricoles*, Plan Wallon D'investissements, 2018, Appel à projets, [https://agriculture.wallonie.be/documents/20182/21876/HRA2018\\_AAP\\_Lignes+Directrices\\_VF1+3\\_20180109.pdf/3b1e1a59-f35e-4057-8108-c1696d34815d](https://agriculture.wallonie.be/documents/20182/21876/HRA2018_AAP_Lignes+Directrices_VF1+3_20180109.pdf/3b1e1a59-f35e-4057-8108-c1696d34815d), mis à jour le 31/08/2018, consulté le 10/11/2019.

agricoles (dont les terres), en 2017, il ressort que seulement 44% des acquéreurs sont agriculteurs contre 89% des acquéreurs en personne physique<sup>10</sup>. L'explosion des prix de la terre à l'hectare (en 2018 de 27 202 euros/ha à 63 390 euros/ha) rend en effet l'accès à la terre wallonne très compliqué pour nombre d'agriculteurs qui, dans le même temps, ne voient pas leurs revenus augmenter.

Face à ce fléau qui menace l'agriculture familiale, des solutions au niveau du gouvernement ainsi que des initiatives locales se mettent en place mais ne sont à l'heure d'aujourd'hui, pas encore suffisantes.

Par exemple, la Région Wallonne tente de mettre en place une banque foncière wallonne qui permettrait, entre autres, de favoriser et de sauvegarder l'agriculture familiale. « La banque foncière est une structure publique destinée à favoriser l'accès au foncier aux porteurs de projets agricoles. Ces terres sont mises à disposition par vente ou location avec pour objectif de favoriser une agriculture familiale à taille humaine et pourvoyeuse d'emploi. Cet organisme peut également intervenir pour assurer la maîtrise foncière pour des projets d'intérêts généraux »<sup>11</sup>.

Ce projet fait l'objet d'une étude de faisabilité et bien que l'outil puisse, à terme, favoriser l'émergence d'une agriculture d'initiatives, une multitude de facteurs complexes entravent sa mise en place.

La société civile, elle aussi, tente de pallier au problème foncier. C'est notamment le cas du mouvement « Terre-en-vue »<sup>12</sup>, collectif de citoyen-ne-s, des organisations et des acteurs publics qui ont pour missions principales de faciliter l'accès à la terre pour des agriculteurs porteurs de projets agroécologiques et de soustraire les terres de la spéculation foncière par une propriété et une gestion collective.

## OSCILLATION NÉCESSAIRE ENTRE UTOPIE ET PRATIQUE

Nous l'avons vu, face au foisonnement d'alternative, notamment celles de la transition, beaucoup de questions se posent et les réponses demandent à être co-construites. Les questions qui préoccupent les citoyen-ne-s ce soir de novembre sont d'une part, « Comment savoir si toutes ces alternatives suffiront à s'imposer au modèle actuel ? Comment et pour qui ? » et d'autre part, « comment, malgré toute notre meilleure volonté, ne pas participer au travers de ces initiatives de changement à une forme de mutation voire de renouveau du système productiviste néolibéral ? Celui-là même qu'elles souhaitent combattre ». Serons-nous assez fort-e-s, soutenu-e-s et solidaires pour y parvenir ?

Cependant, malgré cet avenir incertain, les idéaux des personnes présentes confrontés aux aspects les plus sombres du système alimentaire actuel ainsi qu'à l'incertitude de la réussite

10. *Observatoire du foncier agricole wallon*, SPW Agriculture, Rapport 2018 – Bilan et perspectives.

11. Gestion foncière, Portail de l'agriculture wallonne, <https://agriculture.wallonie.be/banque-fonciere>, mis à jour le 08/06/2017, consulté le 14/11/2019.

12. *Missions*, Terre-en-vue, Op. Cit.

des modèles de transition ne semblent pas faillir. Que du contraire, c'est à coup de rêves et d'utopie bien nécessaires qu'ils-elles semblent tenir le cap vers d'autres modes de production et de consommation.

Enfin, c'est cette volonté de la part des jeunes, présent-e-s en majorité dans la salle, de s'investir dans l'agriculture avec des alternatives plurielles selon des modalités fort différentes que nous ne pouvons ignorer et que nous nous devons de soutenir.

Via ces « ateliers-débats », ces « cafés philo », la FUCID, comme beaucoup d'autres acteur-ric-e-s de l'associatif, de la société civile, souhaite permettre un espace de construction des possibles collectifs. Il ne s'agit pas de résoudre le problème mais de « mettre en commun » nos espoirs, nos valeurs et expériences. Dans une perspective d'éducation populaire visant un changement social et culturel, nous nous devons à notre niveau, de favoriser ces espaces de parole, de partage d'expérience tout en gardant en ligne de mire, le sens de nos actions.